

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 05 mai 2023**  
(Convocation du 28 avril 2023)

Aujourd'hui, le 05 mai 2023 à 09h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	4
• Voix	4
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	4
• Voix	4
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Foncier - Ressource en eau - Convention cadre relative à la surveillance et à la maîtrise foncière - Convention de concours technique entre la SAFER Nouvelle Aquitaine, le Département des Landes et l'Institution Adour**

**Exposé des motifs :**

L'Institution Adour, en tant qu'acteur historique de la gestion quantitative sur le bassin versant de l'Adour, porte des projets structurants pour la gestion quantitative afin d'assurer le soutien d'étiage et le multiusage par des réalimentations sur des secteurs déficitaires :

- SAGE Midouze - bassin versant de la Douze : réservoir de Tailluret (réhausse du réservoir existant - volume final objectif : 3,8 Mm<sup>3</sup>) sur les communes de Labastide d'Armagnac (40), Monclar (32) et Mauléon d'Armagnac (32) ;
- PTGE Midour : pompes pour le remplissage complémentaire et création de zones bassins tampons sur les réservoirs existants de Charros (Bourdlat, 40 ; Monguilhem, 32) et Arthez d'Armagnac ;
- PTGE Midour : projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte (Mont-de-Marsan) pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon : création de 5 réservoirs de stockage et mise en place d'une station de relevage sur la canalisation d'amenée des eaux depuis la STEP.

Considérant les projets de ressources en eau portés par l'Institution Adour dans le département des Landes, impliquant des acquisitions foncières (afin d'assurer la propriété du site, mais également pour la compensation agricole et écologique), l'établissement de conventions et/ou la gestion du foncier déjà acquis,

Considérant les missions exercées par la SAFER Nouvelle-Aquitaine,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver les termes de la convention cadre relative à la surveillance et à la maîtrise foncière - convention de concours technique, sur le département des Landes, telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 05 mai 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

---

# CONVENTION CADRE RELATIVE A LA SURVEILLANCE ET A LA MAITRISE FONCIÈRE

---

**CONVENTION DE CONCOURS TECHNIQUE**  
Conclue en application des articles L.141-5 et R.141-2  
du Code Rural et de la Pêche Maritime

**INSTITUTION ADOUR**  
**Établissement Public Territorial de Bassin**

**AVRIL 2023**

---

SAFER Nouvelle-Aquitaine,  
Les Coreix, BP 2, 87430 VERNEUIL-SUR-VIENNE

## Sommaire

<b>Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 2 : PÉRIMÈTRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION .....</b>	<b>6</b>
2.2 Le périmètre d'intervention foncière.....	6
<b>CONNAITRE SON TERRITOIRE – Missions pré-opérationnelles.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 3 : ÉTUDE PRÉALABLE ET ANIMATION FONCIÈRE .....</b>	<b>7</b>
3.1 Étude foncière pré-opérationnelle.....	7
3.2 Évaluation de biens .....	7
<b>Article 4 : VIGIFONCIER.....</b>	<b>8</b>
4.1 La veille foncière.....	9
<b>MAITRISER SON TERRITOIRE – Missions opérationnelles .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 5 : L'USAGE DU DROIT DE PRÉEMPTION DE LA SAFER.....</b>	<b>9</b>
5.1 Objectifs et motivations de la préemption .....	9
5.2 Modalités de préemption.....	10
<b>Article 6 : PRESTATION DE NÉGOCIATION FONCIÈRE ET DE RECUEIL DE CONVENTION D'OCCUPATION POUR LE COMPTE DE L'INSTITUTION ADOUR.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 7 : MISSION DE CONSTITUTION DE RESERVE FONCIÈRE.....</b>	<b>11</b>
7.1 Modalités d'acquisition .....	11
7.1.1 Acquisition amiable.....	11
7.1.2 Acquisition par voie de préemption.....	12
7.1.3 Modalités de préfinancement.....	12
7.2 Modalités de revente des biens acquis par la SAFER.....	12
7.2.1 Prix de rétrocession des biens préfinancés.....	12
7.2.2 Prix de rétrocession des biens non préfinancés.....	13
7.2.3 Garantie de bonne fin des acquisitions.....	13
<b>Article 8 : CAS PARTICULIERS .....</b>	<b>13</b>
8.1 Échange de biens mis en stock par la SAFER.....	13
<b>GÉRER SON TERRITOIRE – Missions opérationnelles .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 9 : GESTION FONCIÈRE DES BIENS.....</b>	<b>15</b>
9.1 Gestion temporaire des biens acquis par la SAFER pour le compte de l'Institution Adour.....	15
9.2 Gestion temporaire des biens propriété de l'Institution Adour : La Convention de Mise à Disposition.....	15
9.3 Intermediation locative .....	15
<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>15</b>

<b>Article 10 : RÉMUNÉRATION DE LA SAFER .....</b>	<b>15</b>
10.1 Pour les études préalables et l'animation foncière.....	15
10.2 Pour l'accompagnement à la procédure d'appréhension des biens sans maître .....	16
10.3 Pour l'abonnement au site internet VIGIFONCIER.....	16
10.4 Pour les demandes d'intervention par préemption.....	16
10.5 Pour la négociation de conventions pour le compte de l'Institution Adour .....	16
10.6 Pour les rétrocessions d'immeubles .....	17
10.7 Pour la gestion foncière des biens .....	17
10.8 Pour les cas particuliers.....	17
<b>Article 11 : RÉVISION DES RÉMUNÉRATIONS .....</b>	<b>17</b>
<b>Article 12 : MODALITÉ DE PAIEMENT .....</b>	<b>17</b>
<b>Article 13 : COMMUNICATION ET PROMOTION .....</b>	<b>18</b>
<b>Article 14 : DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 15 : MODALITÉS DE COLLABORATION ET DURÉE DE LA CONVENTION.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 16 : DIFFICULTÉS D'APPLICATION .....</b>	<b>18</b>
<b>Article 17 : ÉLECTION DE DOMICILE.....</b>	<b>18</b>

**ENTRE :**

**L'INSTITUTION ADOUR**, domiciliée à 38 rue Victor Hugo 40025 MONT-DE-MARSAN, représentée par son Président M. Paul CARRERE, numéro SIRET 254 002 264 00060, en application d'une délibération du Bureau, en date du 5 mai 2023,

d'une part, ci-après dénommé l'EPTB

**ET :**

**La SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL, « S.A.F.E.R. NOUVELLE-AQUITAINE**, société anonyme, au capital de 4 143 056 Euros dont le siège social est à VERNEUIL SUR VIENNE 87430– Lieudit « Les Coreix », agréée par arrêté interministériel du 3 décembre 2018, publié au journal officiel du 8 décembre 2018, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LIMOGES sous le numéro B 096 380 373, numéro SIRÈNE 096 380 373 et représentée par Monsieur Patrice COUTIN, Président Directeur Général, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 20 juin 2019,

d'autre part, la SAFER

**PRÉAMBULE :**

La **SAFER** dont l'action s'inscrit dans une gestion multifonctionnelle de l'espace agricole et forestier, contribue à la mise en œuvre du volet foncier de la politique d'aménagement et du développement durable du territoire rural ainsi qu'à la protection de la nature et de l'environnement dans le cadre des objectifs définis aux articles L.141-1 et L.111-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Parmi ses missions, la SAFER peut apporter son concours aux collectivités territoriales et aux établissements publics qui leur sont rattachés ainsi qu'à l'État pour la réalisation d'opérations foncières (art. L.141-5 et R.141-2 du Code rural et de la pêche maritime), notamment par la constitution de réserves favorisant les objectifs généraux d'aménagement agricole ou d'une manière plus générale, pour favoriser le développement rural ainsi que la protection des espaces naturels et de l'environnement.

Pour conduire son activité dans le cadre de ses missions qui lui ont été ainsi assignées, la SAFER peut proposer à ses partenaires différentes prestations :

- des études de marché foncier,
- des analyses foncières, des médiations, des arbitrages préalables à un projet d'aménagement,
- une veille foncière permettant des interventions et un suivi des évolutions du marché foncier,
- la communication d'informations relatives aux déclarations d'intention d'aliéner,
- la constitution de réserves foncières et la réalisation d'échanges,
- la gestion du patrimoine foncier des personnes publiques ou privées,
- l'aide à la mise en œuvre et au suivi des politiques foncières des collectivités publiques et établissements publics en zone rurale,
- l'aide à la réflexion, la mise en œuvre et le suivi des projets de la collectivité dans les domaines de l'urbanisme, l'environnement, la maîtrise d'œuvre des projets d'aménagement, d'études réglementaires et techniques.

**IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## **Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

### **1.1 Contexte - Description des projets**

L'Institution Adour, en tant qu'acteur historique de la gestion quantitative sur le bassin versant de l'Adour, est propriétaire de 24 réservoirs de soutien d'étiage.

L'Institution Adour anime également des démarches de gestion concertée dont une partie du périmètre d'intervention est située dans les Landes : à ce titre l'EPTB conduit des actions au titre notamment du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Midouze (en cours de mise en œuvre) et des projets de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (en cours de mise en œuvre) et de la Douze (en cours d'élaboration).

Dans le cadre de ces démarches, des projets structurants pour la gestion quantitative ont été dimensionnés afin d'assurer le soutien d'étiage et le multi-usages par des réalimentations sur des secteurs déficitaires.

- SAGE Midouze - bassin versant de la Douze : réservoir de Tailluret (réhausse du réservoir existant - volume final objectif : 3,8 Mm<sup>3</sup>) sur les communes de Labastide d'Armagnac (40), Monclar (32) et Mauléon d'Armagnac (32)
- PTGE Midour : pompages pour le remplissage complémentaire et création de zones bassins tampons sur les réservoirs existants de Charros (Bourdalat, 40 ; Monguilhem, 32) et Arthez d'Armagnac.
- PTGE Midour : projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte (Mont-de-Marsan) pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon : création de 5 réservoirs de stockage et mise en place d'une station de relevage sur la canalisation d'amenée des eaux depuis la STEP.

Ces projets vont nécessiter des acquisitions foncières afin d'assurer la propriété du site, mais également des acquisitions foncières pour la compensation agricole et écologique. De même, le passage de canalisations devra faire l'objet de conventions de servitudes.

Les plans des projets (esquisses non définitives) sont joints à la présente convention en annexe ....

### **1.2 Missions de la SAFER**

Par la présente convention, les parties définissent les modalités d'un dispositif d'information et d'intervention foncière, les modalités de négociation, d'acquisition, de gestion par la SAFER et les conditions de rémunération correspondantes permettant à l'EPTB de :

1. Connaître, sur un périmètre donné, toutes les déclarations d'intention d'aliéner (DIA), également appelées « notifications de projets de cessions », portées à la connaissance de la SAFER et les appels à candidature de la SAFER ;
2. Prendre connaissance du contexte foncier préalablement à l'engagement des opérations de négociations foncières, notamment par la réalisation d'études de faisabilité ou de mobilité foncière ;
3. Appréhender les biens sans maître de son territoire afin de lutter contre l'enfrichement et le mitage de son territoire, de mener une restructuration foncière, de constituer une réserve foncière ou un patrimoine pour le louer ou le vendre ... ;
4. Solliciter l'exercice du droit de préemption de la SAFER dans le respect des objectifs définis par l'article L.143-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;
5. Préserver l'environnement, la biodiversité et les ressources naturelles de son territoire ;
6. Anticiper et combattre certaines évolutions (mitage, dégradation des paysages, cabanisation, changement de vocation des sols...), pour assurer le respect des règlements d'urbanisme en vigueur ;

7. Assurer la maîtrise foncière et/ou la libération d'un site par négociation SAFER, pour le compte de l'Institution Adour, de conventions de vente, de résiliations de baux ou toutes autres conventions ou contrats, dans l'objectif de :
  - maîtriser l'action foncière au cœur du programme des AAC, et principalement sur les PPI et PPR des captages du syndicat mixte ;
  - acquérir des réserves foncières pouvant concourir à des équipements nécessaires à son développement économique ;
  - mettre en place ou préserver une agriculture périurbaine et de proximité ;
8. Constituer des réserves foncières compensatoires permettant de limiter l'impact des projets évoqués ci-dessus sur les exploitations agricoles ;
9. Trouver des exploitants agricoles ou des porteurs de projets répondants aux attentes de l'Institution Adour, notamment par le biais de la procédure d'Intermédiation Locative.

**Les projets doivent être en adéquation avec le document d'urbanisme et les zonages en vigueur.**

**Les parties déclarent que les modalités de leur collaboration ne pourront être d'aucune façon contraires aux dispositions des articles L.141-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime. L'Institution Adour s'interdira d'intervenir seule sur le marché foncier agricole (zones A et N du PLU(i)) sans concertation préalable avec la SAFER.**

**La convention s'articule autour de cinq actions :**

- La veille et l'observation foncière,
- La prestation de négociation foncière et de recueil de promesse de vente pour le compte de l'Institution Adour,
- L'acquisition et le portage par la SAFER de réserves foncières pour le compte de l'Institution Adour,
- La mise en gestion de biens agricoles portés par l'Institution Adour,
- L'établissement de conventions de servitude : négociation, rédaction de documents, passage aux hypothèques.

## **Article 2 : PÉRIMÈTRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

### **2.1 Le périmètre de veille foncière**

Par défaut, la veille foncière définie dans la présente convention porte sur le territoire de compétence de l'Institution Adour, composé des communes identifiées dans le tableau ci-dessous.

Un (ou plusieurs) compte(s) pourra faire l'objet d'une veille foncière plus ciblée (alerte mail). Le cas échéant, l'Institution Adour devra fournir à la Safer un fichier SIG du périmètre souhaité.

### **2.2 Le périmètre d'intervention foncière**

L'intervention foncière définie dans la présente convention porte sur le territoire suivant :

Projet	Commune(s) concernées par les projets dans les Landes	Communes limitrophes et proches des projets
Tailluret	Labastide d'Armagnac	Mauvezin d'Armagnac et Betbezer d'Armagnac
Charros	Bourdalat	Sans objet
Arthez	Arthez d'Armagnac	Sans objet
Reuse de Conte	Bougue, Pujo-le-Plan, Saint-Gein	Saint-Cricq-Villeneuve



Les périmètres sont constitués par l'ensemble des zones naturelles et agricoles du territoire de l'Institution Adour énoncées ci-dessus, ainsi que par les terrains à vocation agricole et biens immobiliers à utilisation agricole dans les zones urbaines et à urbaniser dudit territoire.

Toutes modifications, extensions de ces périmètres ou toutes créations de nouveaux périmètres seront portées à la connaissance de la SAFER pour que les dispositions de la présente convention puissent s'y appliquer.

## CONNAITRE SON TERRITOIRE – Missions pré-opérationnelles

### **Article 3 : ÉTUDE PRÉALABLE ET ANIMATION FONCIÈRE**

#### **3.1 Étude foncière pré-opérationnelle**

Afin d'appréhender au mieux l'ensemble de la problématique foncière, l'Institution Adour pourra mandater la SAFER pour la réalisation d'expertises foncières préalables et nécessaires aux acquisitions potentielles.

Pour ce faire, l'Institution Adour peut solliciter la SAFER dans le cadre d'une lettre de commande pour réaliser un diagnostic foncier notamment afin de :

- ♦ Rencontrer les propriétaires concernés,
- ♦ Rencontrer les exploitants concernés et analyser la situation juridique liée à l'occupation (résiliation du bail et renonciation au droit de préemption),
- ♦ Identifier les intentions foncières (ventes, échanges),
- ♦ Actualiser l'expertise des biens au regard des emprises proposées par L'Institution Adour et de l'avis du Pôle d'évaluation domanial,
- ♦ Établir une expertise éventuelle des biens pouvant être sollicités par voie d'échange.

Régulièrement, une réunion technique sera organisée avec l'Institution Adour afin de préciser l'état d'avancement des opérations en cours et conseiller le maître d'ouvrage sur différents projets pouvant émerger ; à ce titre, un tableau de synthèse lui sera remis.

#### **3.2 Évaluation de biens**

Les évaluations peuvent porter sur :

- des éléments de patrimoine de l'Institution Adour,
- des biens en projet d'acquisition par l'Institution Adour qui ne seraient pas soumis à l'évaluation du Pôle d'évaluation domanial,
- les servitudes de passage temporaires ou pérennes à établir

L'Institution Adour pourra mandater la SAFER pour la réalisation d'une évaluation de biens ou d'un diagnostic foncier de son patrimoine dans le cadre d'une lettre de commande afin d' :

- ♦ Établir un état des lieux et une cartographie des biens objets de l'évaluation et/ou de sa propriété,
- ♦ Identifier les zonages d'urbanisme et environnementaux existants sur cette propriété,
- ♦ Analyser l'occupation potentielle des biens, notamment agricole au regard du Registre Parcellaire Graphique (RPG),

- ♦ Évaluer les biens au regard des zonages en vigueur et des références de prix du secteur (base de données SAFER), notamment suite à l'arrêt des consultations du Pôle d'évaluation domanial dans certains cas.

### **3.3 Accompagnement dans la procédure d'appréhension des biens sans maître**

Aux termes de l'article L.1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les biens sans maître se définissent comme :

- Des biens dont le propriétaire est connu mais décédé depuis plus de trente ans, sans héritier, ou en laissant des héritiers n'ayant pas accepté la succession.
- Des immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui sont assujettis à la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) et pour lesquels l'impôt foncier n'a pas été payé (ou payé par un tiers ou en-dessous du seuil de recouvrement) depuis plus de trois ans.
- Les immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui sont assujettis à la Taxe Foncière sur les Propriétés Non-Bâties (TFPNB) et pour lesquels l'impôt foncier n'a pas été payé (ou payé par un tiers ou en-dessous du seuil de recouvrement) depuis plus de trois ans.

Conformément à l'article 713 du Code Civil, « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés ». Ainsi, les communes sont les principales bénéficiaires de la procédure d'appréhension des biens sans maître.

Toutefois, l'EPTB en concertation avec l'EPCI peut jouer un rôle majeur pour permettre aux communes de mieux connaître cette procédure et promouvoir ainsi l'intérêt de sa mise en œuvre. De plus, l'EPCI peut occuper un rôle de coordination d'une stratégie de maîtrise foncière dans le cadre de projets portés à l'échelle intercommunale (Projets Alimentaires de Territoires, reconquête des friches, compétence Gémapi, compensations environnementales, restructuration forestière ...).

L'appréhension de ces biens sans maître dans le patrimoine communal permet d'en retrouver la maîtrise et préserve ainsi de l'action en responsabilité relative à ces biens dont elle a la charge. Cette procédure vise à lutter contre le mitage du territoire et l'enfrichement grâce à une remise en valeur économique du foncier. Elle recouvre tout son intérêt dans le cadre d'une stratégie globale de restructuration foncière.

L'accompagnement de la Safer se déroule en trois étapes :

1<sup>ère</sup> étape - Prise de contact avec la commune :

- Présentation du potentiel via un résumé,
- Présentation de l'accompagnement de la SAFER Nouvelle-Aquitaine.

2<sup>nd</sup> étape - Réunion d'information :

- Définition des biens sans maître et présentation en détail de la procédure,
- Cartographie et liste des parcelles présumées sans maître,
- Premier tri des parcelles présumées sans maître en séance.

3<sup>ème</sup> étape - Déroulement de la procédure d'appréhension :

- Accompagnement dans la réalisation des démarches complémentaires confirmant l'absence de propriétaire,
- Conseil et suivi nécessaire au bon déroulement de la procédure (relance et suivi des délais),
- Aide à la rédaction des délibérations et arrêtés municipaux liés à la procédure,
- Accomplissement des formalités postérieures liées à la publication au Service de la Publicité Foncière de l'arrêté municipal d'incorporation et/ou du procès-verbal d'incorporation.

Suite à la première étape, la SAFER pourra être mandatée par les collectivités (communes, EPCI, syndicats) dans le cadre d'une lettre de commande afin de les accompagner dans la mise en œuvre de cette procédure. Dans le cas d'une intervention conjointe entre les communes **et l'EPTB**, cette lettre de commande détaillera notamment les prises en charges respectives de chacune des collectivités.

### **Article 4 : VIGIFONCIER**

#### **4.1 La veille foncière**

L'Institution Adour sera ainsi informée, par l'outil VIGIFONCIER, en temps réel des projets de vente de biens sur le périmètre de veille foncière défini à l'article 0, de connaître leur nature, de visualiser les parcelles sur une carte, d'anticiper les projets d'aménagement et de contacter rapidement la SAFER pour mettre en œuvre une action opérationnelle (Cf. Conditions d'utilisations de Vigifoncier en Annexe 1).

Un courriel d'alerte est envoyé automatiquement pour avertir l'Institution Adour dès lors qu'une ou plusieurs nouvelles informations ou mises à jour des informations déjà publiées, concernant le territoire surveillé, sont enregistrées sur le site Internet Vigifoncier.

Cette transmission est faite aux services de l'Institution Adour par courrier électronique aux adresses électroniques suivantes :

- du secrétariat : [secretariat@institution-adour.fr](mailto:secretariat@institution-adour.fr)
- de la technicienne Ressource en eau, Marie-Laure Pons : [marie-laure.pons@institution-adour.fr](mailto:marie-laure.pons@institution-adour.fr)
- du responsable du service Ressource en eau, Stéphane Simon : [stephane.simon@institution-adour.fr](mailto:stephane.simon@institution-adour.fr)

L'Institution Adour informera la SAFER de toute modification d'adresse.

### **MAITRISER SON TERRITOIRE – Missions opérationnelles**

#### **Article 5 : L'USAGE DU DROIT DE PRÉEMPTION DE LA SAFER**

##### **5.1 Objectifs et motivations de la préemption**

Afin que la SAFER puisse engager un dossier de préemption, l'Institution Adour devra lui proposer un projet conforme aux objectifs définis par la loi (article L. 143-2 et suivant, du Code Rural et de la Pêche Maritime), rappelés ci-après :

1. L'installation, la réinstallation ou le maintien des agriculteurs,
2. La consolidation d'exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre une dimension économique viable au regard des critères du schéma directeur régional des exploitations agricoles et l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations existantes, dans les conditions prévues à l'article L. 331-2,
3. La préservation de l'équilibre des exploitations lorsqu'il est compromis par l'emprise de travaux d'intérêt public,
4. La sauvegarde du caractère familial de l'exploitation,
5. La lutte contre la spéculation foncière,
6. La conservation d'exploitations viables existantes lorsqu'elle est compromise par la cession séparée des terres et de bâtiments d'habitation ou d'exploitation,
7. La mise en valeur et la protection de la forêt ainsi que l'amélioration des structures sylvicoles dans le cadre des conventions passées avec l'État en application de l'article L 512-6 du code forestier,
8. La protection de l'environnement, principalement par la mise en œuvre de pratiques agricoles adaptées, dans le cadre de stratégies définies par l'État, les collectivités territoriales ou leurs établissements publics ou approuvées par ces personnes publiques en application du présent code ou du code de l'environnement,

9. La protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains, dans les conditions prévues par le chapitre III du titre IV du livre 1er du Code de l'Urbanisme.

**La SAFER doit motiver sa décision de préempter et indiquer en quoi la préemption répond à l'un ou à plusieurs des objectifs énoncés ci-dessus**, étant précisé que l'objectif 8 ne peut être invoqué qu'après avoir recueilli l'avis du directeur de la DREAL, du directeur du Parc National ou Régional compétent ou du directeur du Conservatoire du Littoral.

La décision de préemption ne peut être prise qu'avec l'accord des deux Commissaires du Gouvernement représentant le ministère de l'Agriculture et le ministère des Finances.

## **5.2 Modalités de préemption**

**Dans les 10 jours à compter de la communication de l'information via le portail cartographique Vigifoncier à l'Institution Adour portant sur la diffusion de la déclaration d'intention d'aliéner**, L'Institution Adour fera savoir à la SAFER, par écrit (courrier postal ou électronique), si elle entend que celle-ci examine la possibilité d'exercer son droit de préemption.

Les demandes pourront conduire à la constitution de dossiers de préemption éventuellement assortis d'une proposition de révision de prix, si celui-ci paraît supérieur au marché foncier local.

Dans l'hypothèse **d'une préemption avec révision de prix**, l'Institution Adour s'engagera à réaliser l'acquisition :

- En cas de demande de fixation du prix, sur la base du prix définitif fixé par le Tribunal compétent majoré des frais liés à l'intervention de la SAFER définis à l'article 7-2.
- En cas de retrait de vente suivi d'une négociation avec le(s) vendeur(s), sur la base d'un nouveau prix négocié avec le(s) vendeur(s) majoré des frais liés à l'intervention de la SAFER définis à l'article 7-2.

Dans l'hypothèse **d'une préemption au prix**, l'Institution Adour s'engage à l'acquisition sur la base du prix de rétrocession de la SAFER défini à l'article 7-2.

Dans certains cas, la SAFER est autorisée à n'exercer son droit de préemption que sur une partie des biens aliénés (**préemption partielle**), essentiellement lorsque l'aliénation porte simultanément sur des terrains à usage agricole et sur une ou plusieurs des catégories de biens suivantes :

- Des bâtiments à usage agricole et les biens mobiliers qui leur sont attachés,
- Des bâtiments situés en zones agricoles, naturelles, non urbanisées, ayant eu un usage agricole dans les 5 ou 20 ans en fonction des cas,
- Des biens pour lesquels elle ne bénéficie pas d'un droit de préemption.

Lorsque la SAFER aura exercé son droit de préemption, l'Institution Adour ne pourra plus remettre en cause sa demande ; s'appliqueront alors les dispositions de l'article 7.2.3 de la présente convention relative à la garantie de bonne fin des acquisitions.

**Pendant un délai minimum de 15 ans, l'Institution Adour s'engage à donner aux biens qu'elle pourrait acquérir à la suite du droit de préemption de la SAFER une destination agricole et/ou environnementale conformément aux objectifs définis à l'article L.143-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime. La création d'ouvrages de stockages de ressource en eau portée par l'Institution Adour concerne des aménagements inscrits dans des documents de planification et ont une vocation de réalimentation des cours d'eau ; soutien d'étiage multiusages ; compensation des prélèvements autorisés à l'aval (irrigation industries), bon état des milieux aquatiques et des espèces, et dilution des stations d'épuration.**

## **Article 6 : PRESTATION DE NÉGOCIATION FONCIÈRE ET DE RECUEIL DE CONVENTION D'OCCUPATION POUR LE COMPTE DE L'INSTITUTION ADOUR**

L'Institution Adour peut confier, par lettre de commande, à la SAFER les missions suivantes :

- ♦ Négocier auprès des propriétaires les conditions de vente à l'Institution Adour de leurs biens situés dans le périmètre retenu,
- ♦ Conseiller l'Institution Adour sur le prix d'achat qui peut être proposé et sur l'indemnité éventuellement due aux locataires, notamment au regard des protocoles établis par les Chambres d'Agriculture,
- ♦ Recueillir, au nom de l'Institution Adour les conventions ou promesses de vente (au prix et conditions validées par le Pôle d'évaluation domanial si nécessaire),
- ♦ Obtenir des fermiers ou autres occupants les engagements de libération des lieux,
- ♦ Rechercher et proposer dans la mesure du possible aux propriétaires et aux fermiers qui le souhaitent des possibilités de compensation foncière ou de réinstallation,
- ♦ Transmettre à l'Institution Adour les conventions ou promesses de vente et autres engagements recueillis,

Pour ce faire, la SAFER procédera avec chaque propriétaire et exploitant concerné à la signature de conventions ou de promesses de vente, d'échange, de constitution de servitude et de conventions d'indemnisation pour le compte de l'Institution Adour.

La SAFER s'engage à renoncer de façon anticipée, à titre gracieux, à l'exercice de son droit de préemption dès réception des DIA relatives aux opérations foncières évoquées ci-dessus.

L'Institution Adour et la SAFER lorsqu'elle souhaite intervenir sur le projet d'acte, s'attachent à ce que toute observation sur ledit projet, qu'elle qu'en soit la nature, soit adressée au notaire rédacteur, au plus tard deux semaines avant la date de signature de l'acte authentique.

## **Article 7 : MISSION DE CONSTITUTION DE RESERVE FONCIÈRE**

### **7.1 Modalités d'acquisition**

Les réserves foncières que réalisera la SAFER pour le compte de l'Institution Adour en application de la présente convention pourront être constituées d'immeubles acquis à l'amiable ou par voie de préemption.

Les « outils fonciers » de la convention cadre SAFER - Région Nouvelle-Aquitaine, destinés à faciliter l'installation et la transmission des exploitations agricoles sur le territoire de la Région Nouvelle-Aquitaine, pourront être également mobilisés avec accord de l'Institution Adour, notamment le stockage qui permet à la SAFER d'acquérir un bien à la vente et de le stocker afin de disposer de suffisamment de temps pour pouvoir trouver un repreneur souhaitant s'installer en tant qu'agriculteur.

#### **7.1.1 Acquisition amiable**

Pour les opérations d'acquisitions amiables, la SAFER présentera une note précisant les biens qu'elle se propose d'acquérir, leur situation locative et les conditions financières de l'acquisition envisagée.

L'Institution Adour devra se prononcer sur l'opportunité des acquisitions dans le mois qui suit leur présentation par la SAFER.

La SAFER devra recueillir, pour chaque vente, l'accord des Commissaires du Gouvernement Agriculture et Finances sur le prix. Cet accord entrainera automatiquement l'accord sur le prix de l'Institution Adour pour l'incorporation des valeurs en stock.



Lorsqu'elles le jugeront utile, les parties pourront convenir dans le cadre d'opérations réalisées à l'amiable, de faire usage de la faculté de substitution prévue par les dispositions du II 2° de l'article L.141-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Dans ce cas, après l'accomplissement de l'ensemble des formalités de mise en réserve et de rétrocession prévues aux articles 0 et 0, l'acte de vente interviendra directement entre le propriétaire cédant et l'Institution Adour sous le contrôle de la SAFER.

Les dispositions ci-dessus ne pourront être appliquées lors d'opérations d'attributions consécutives à l'exercice du droit de préemption de la SAFER.

#### 7.1.2 Acquisition par voie de préemption

Les acquisitions par voie de préemption se feront dans les conditions de l'0.

Dans tous les cas, les mises en réserve foncière seront constatées au jour de leur acquisition par la SAFER.

#### 7.1.3 Modalités de préfinancement

L'Institution Adour pourra procéder au versement d'avances financières aux fins d'acquisition des immeubles.

L'Institution Adour recevra, préalablement à la signature des acquisitions, des demandes de préfinancement correspondant au montant du prix principal et des frais d'acquisition.

A compter de leur date d'encaissement, les avances financières versées ne donneront pas lieu à l'application des frais financiers prévus à l'article 7.2.2 et viendront s'imputer sur le prix de revente lors de la signature de l'acte.

L'Institution Adour pourra, à tout moment, demander à la SAFER de mettre en attribution tout ou partie des biens, le cas échéant en posant elle-même sa candidature. Elle s'engage alors à garantir à la SAFER le prix de rétrocession dans les conditions fixées à l'article 7.2 de la présente convention.

La SAFER pourra procéder à l'attribution de tout ou partie des biens :

- À tout moment, après accord écrit de l'Institution Adour ou sur demande de cette dernière.
- En tout état de cause, six mois avant l'expiration du délai maximum de détention prévu aux articles L. 142-4, 142-5 et R. 142-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

### **7.2 Modalités de revente des biens acquis par la SAFER**

Les candidatures de l'Institution Adour seront examinées dans le respect du cadre légal et réglementaire qui s'applique à toutes les attributions réalisées par la SAFER.

Ainsi la SAFER procédera, si nécessaire, aux formalités réglementaires d'appel de candidatures préalables à l'attribution des biens stockés.

Les différentes candidatures, au même titre que celle de l'Institution Adour, seront examinées par les Instances Consultatives et de décision de la SAFER qui décideront du choix de l'attributaire, validé par les Commissaires du Gouvernement.

Dans le cas d'attribution à l'Institution Adour, l'acte de vente sera ensuite dressé sous la forme authentique et sera régularisé à la première demande de l'une ou l'autre des parties.

#### 7.2.1 Prix de rétrocession des biens préfinancés

Le prix de rétrocession de chaque bien acquis par la SAFER, préfinancé (**avant le jour d'acquisition par la SAFER**) et mis en réserve foncière est constitué des éléments suivants :

- Prix principal d'acquisition (éventuellement révisé à la hausse sur la base de l'estimation du Pôle d'évaluation domanial suite à une modification de zonage dans le document d'urbanisme en vigueur)

- Frais d'acquisition (comprenant les frais d'actes notariés calculés sur la base du barème Bruno Langlois de l'année d'acquisition ainsi que les frais annexes et complémentaires « géomètre, cadastre, commissions d'intermédiaires, et indemnités éventuelles de libération des lieux payées au locataire sortant et autres »)
- Rémunération de la SAFER due au titre des prestations d'acquisitions réalisées dans le cadre de la présente convention fixée à l'article 10-0.
- La T.V.A. selon la législation en vigueur
- Les impôts fonciers réglés par la SAFER au cas où celle-ci n'aurait pas trouvé de locataires précaires durant la période où elle sera restée propriétaire.

Dans le cas des biens préfinancés par l'Institution Adour dont l'attribution ne sera pas faite à son profit, les sommes versées dans le cadre de ce préfinancement lui seront restituées pour tout ou parties conformément à l'article 7.2.3.

#### 7.2.2 Prix de rétrocession des biens non préfinancés

Le prix de rétrocession de chaque bien acquis par la SAFER, non préfinancé et mis en réserve foncière, est constitué des éléments listés dans l'article 7.2.1, auxquels s'ajoutent :

- Les frais financiers de stockage au taux de **6 % annuel** décomptés par jour plein, du jour de l'acquisition de l'immeuble jusqu'à la date de paiement effectif et calculés sur la base de la valeur en principal du bien et des frais d'acquisition

Si la Collectivité souhaite, dans le cas où elle n'opterait pas pour le versement des avances financières prévues à l'article 7.1.3 de la présente convention, elle pourra chaque année, sur demande expresse adressée à la SAFER, se libérer des frais financiers encourus sur tout ou partie des stocks constitués.

#### 7.2.3 Garantie de bonne fin des acquisitions

L'Institution Adour s'oblige :

- A accepter l'attribution par la SAFER et à acquérir, dans les conditions fixées ci-avant l'ensemble des parcelles devenues propriété de la SAFER dans le cadre des opérations prévues par la présente convention.
- Dans tous les cas et notamment dans le cas de revente à des tiers, à garantir à la SAFER le prix de rétrocession dans les conditions fixées aux articles 7.2.1 et 7.2.2 de cette convention, par le versement, si nécessaire, d'une indemnité compensatrice Hors Taxes couvrant l'écart entre le prix effectif de revente et le prix de rétrocession précité.

Préalablement à toute attribution ou échange, la SAFER respectera les obligations légales et réglementaires applicables en matière d'attribution.

## **Article 8 : CAS PARTICULIERS**

### **8.1 Échange de biens mis en stock par la SAFER**

La SAFER pourra, à tout moment, proposer à l'Institution Adour des échanges, avec ou sans soulte, de biens mis en réserve foncière, contre des biens situés dans le périmètre concerné. Ces échanges seront soumis au régime de l'accord préalable prévu à l'article 0 de la présente convention.

Dans le cas où des échanges préalables auront été réalisés à la demande à l'Institution Adour en application du présent article, l'Institution Adour prendra en charge le coût des frais d'actes notariés et, le cas échéant, des frais de géomètres ainsi que la rémunération hors taxe de la SAFER fixée à l'article 10-0 de cette convention.

PROJET



## GÉRER SON TERRITOIRE – Missions opérationnelles

### **Article 9 : GESTION FONCIÈRE DES BIENS**

#### **9.1 Gestion temporaire des biens acquis par la SAFER pour le compte de l'Institution Adour**

Conformément aux dispositions des articles L. 142-4 et L. 411-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime, la SAFER assurera, pendant la période où elle sera propriétaire, la gestion des terrains détenus en portefeuille et pourra décider de leur mise en location sous le régime habituel des **conventions d'occupation provisoire et précaire**, lesquelles ne sont pas soumises au statut du fermage en ce qui concerne la durée, le droit au renouvellement et le droit de préemption. Elle en acquittera les charges et en percevra les produits.

**L'attribution des conventions d'occupation provisoire se fera après saisine de l'EPTB et accord de ce dernier.**

#### **9.2 Gestion temporaire des biens propriété de l'Institution Adour : La Convention de Mise à Disposition**

Conformément aux dispositions des articles L. 142-6 et 142-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime, l'Institution Adour pourra, si elle le souhaite, mettre à disposition de la SAFER, par convention, des parcelles agricoles libres d'occupation dont elle est propriétaire.

Sur les parcelles qui auront été mises à sa disposition, la SAFER consentira, au profit d'agriculteurs, des baux non soumis aux dispositions du statut du fermage, éventuellement assortis de cahiers des charges établis à la demande de l'Institution Adour.

Attribution après demande d'avis et accord de l'IA

#### **9.3 Inter médiation locative**

D'un commun accord, les parties pourront, si elles le souhaitent, convenir d'un autre mode de gestion, notamment par application des dispositions du 4° du II de l'article L. 141-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime relatif à l'inter médiation locative.

Lors de cette prestation, l'Institution Adour confie à la SAFER le soin de rechercher un preneur par bail rural pour exploiter sa propriété. Cette prestation fera l'objet d'une lettre de mission spécifique.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### **Article 10 : RÉMUNÉRATION DE LA SAFER**

#### **10.1 Pour les études préalables et l'animation foncière**

Pour les études foncières pré-opérationnelles, les évaluations de biens, l'animation d'un groupe foncier territorial, le montant de la prestation sera établi sur devis, suite à une lettre de commande (base 650 € HT la journée).

## **10.2 Pour l'accompagnement à la procédure d'appréhension des biens sans maître**

L'intervention de la SAFER fait suite à la signature d'une lettre de commande qui détaille le montant de la prestation et les étapes accompagnées. En cas d'intervention conjointe entre des communes, l'EPCI, syndicats et L'EPTB celle-ci précise la prise en charge de chacune des collectivités concernées.

Le montant de la prestation se décompose comme suit :

- Suite à la 2<sup>nd</sup> étape de la procédure, la SAFER adressera une facture d'un montant de 650€ H.T. par commune,
- Lorsqu'il est décidé de poursuivre la procédure à l'issue de la 2<sup>nd</sup> étape, la SAFER adressera une seconde facture d'un montant de 1850€ H.T., à l'issue de la 3<sup>ème</sup> étape d'incorporation des biens sans maître dans le patrimoine communal.

Dans le cas où la SAFER intervient sur l'ensemble de la procédure, la SAFER adressera une seule facture d'un montant de 2500€ H.T. par commune, à l'issue de la 3<sup>ème</sup> étape d'incorporation des biens sans maître dans le patrimoine communal.

## **10.3 Pour l'abonnement au site internet VIGIFONCIER**

L'accès à VIGIFONCIER est facturé annuellement, par année civile, sur la base **de X € H.T (X habitants)** ; La SAFER adressera une facture à l'Institution Adour intégrant la base forfaitaire pour l'année en cours (Cf. Barèmes en Annexe 1). Quel coût prévisionnel ?

La première année, la somme due sera calculée au prorata de la période allant du premier jour de l'installation au 31 décembre de l'année considérée.

## **10.4 Pour les demandes d'intervention par préemption**

Pour chaque dossier constitué et quelle qu'en soit l'issue, sur présentation d'une facture, la SAFER percevra une rémunération de 700 € hors taxe. Ces montants (en TTC) apparaîtront dans la fiche de mise en réserve.

## **10.5 Pour la négociation de conventions pour le compte de l'Institution Adour**

En rémunération de la prestation de négociation foncière, l'Institution Adour versera à la SAFER des frais d'intervention calculés en appliquant le barème opérateur foncier suivant : (pourcentages appliqués sur les montants dus par négociation, auprès des propriétaires et des exploitants) :

- de 0 à 25 000€ : 10% hors taxe sur les sommes dues aux propriétaires et aux exploitants ;
- de 25 001€ à 50 000€ : 9% hors taxe sur les sommes dues aux propriétaires et aux exploitants ;
- de 50 001€ à 75 000€ : 8% hors taxe sur les sommes dues aux propriétaires et aux exploitants ;
- de 75 001€ à 100 000€ : 7% hors taxe sur les sommes dues aux propriétaires et aux exploitants ;
- de 100 001€ à 150 000€ : 6% hors taxe sur les sommes dues aux propriétaires et aux exploitants ;
- au-delà de 150 000€ : 5% hors taxe sur les sommes dues aux propriétaires et aux exploitants.

Pour les échanges réalisés en prestation, le barème ci-dessus est appliqué sur la valeur cumulée en principal de l'ensemble des lots constitutifs de l'échange, sans pouvoir être inférieure à 800,00 € hors taxe.

Un montant minimum de 800,00 € hors taxe sera facturé par promesse ou convention de vente, d'échange, convention de constitution de servitude, convention de passage, convention d'indemnisation, convention de renonciation au droit de préemption et/ou résiliation de bail signée ; ainsi que pour tous autres engagements signés (commodat, bail rural, bail environnemental, obligation réelle environnementale ...).

Un montant de 500,00 € hors taxe sera facturé par dossier, dans le cas où un accord amiable ne pourrait être obtenu, ainsi que lors de l'abandon du projet par l'Institution Adour. La SAFER transmettra alors à l'Institution Adour le dossier comprenant notamment les offres faites, les prétentions des intéressés, et les motifs de leur refus.

Les paiements, majorés de la TVA au taux en vigueur, interviendront sur facturation lors de la remise des dossiers par la SAFER.

Ces montants (en TTC) apparaîtront dans la fiche de mise en réserve.

#### **10.6 Pour les rétrocessions d'immeubles**

La rémunération hors taxe de la SAFER s'établit à 10% hors taxe à l'amiable (y compris dans le cadre de substitution) et 15% hors taxe en préemption, du prix principal d'acquisition précité, sans pouvoir être inférieure à 950,00 € hors taxe par dossier d'acquisition.

#### **10.7 Pour la gestion foncière des biens**

Pour la gestion temporaire des biens en propriété de l'Institution Adour (mise en place de Conventions de Mise à Disposition), le montant des fermages qui seront perçus par la SAFER dans les limites de l'arrêté préfectoral applicable en la matière, sera reversé pour moitié, sous forme de redevance, chaque fin d'année, à l'Institution Adour qui pourra en demander la justification au moyen d'un état récapitulatif.

Pour la mise en œuvre de la procédure d'Intermédiation locative, le montant de la prestation sera établi sur devis, suite à une lettre de commande (base 650 € HT la journée).

#### **10.8 Pour les cas particuliers**

Pour les échanges de biens mis en stock par la SAFER, la rémunération de la SAFER représente 10% hors taxe de la valeur du lot le plus élevé, sans pouvoir être inférieure à 950,00 € hors taxe.

### **Article 11 : RÉVISION DES RÉMUNÉRATIONS**

Les rémunérations définies dans la présente convention pourront faire l'objet de mises à jour par décision annuelle d'un Conseil d'Administration de la SAFER ; un avenant sera alors établi.

### **Article 12 : MODALITÉ DE PAIEMENT**

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention se fera au nom de la SAFER, Les Coreix, 87430 VERNEUIL SUR VIENNE à la Caisse Régionale du Crédit Agricole au n° 11706 – 00031 – 00025926000 – 58, dès enregistrement et publication de l'acte opérant le transfert de propriété et sur production par la SAFER d'un mémoire justificatif des sommes dues.

Il est convenu que l'Institution Adour mettra en place pour le paiement du prix, la procédure dite « rapide » sur certificat du notaire et conforme aux décrets n°55-604 du 20/05/1955 et n°88/74 du 21/01/1988.

### **Article 13 : COMMUNICATION ET PROMOTION**

L'Institution Adour bénéficiaire d'une intervention SAFER (rétrocession, substitution, négociation pour le compte de, intermédiation locative...) s'engage à mentionner dans tous documents de communication et d'information la participation active de la SAFER Nouvelle-Aquitaine et le cas échéant d'y faire figurer son logo type.

De son côté, la SAFER s'assurera de l'accord de l'Institution Adour avant de communiquer sur un projet conduit avec ce dernier.

### **Article 14 : DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES**

Conformément à l'article R. 141-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime, la SAFER justifie avoir souscrit :

- Une garantie financière forfaitaire d'un montant de 30 000 € résultant d'un engagement de caution fourni par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Charente-Maritime Deux-Sèvres.
- Une assurance contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle suivant le contrat n° 05553752, souscrite auprès de la société GROUPAMA CENTRE ATLANTIQUE.

### **Article 15 : MODALITÉS DE COLLABORATION ET DURÉE DE LA CONVENTION**

L'Institution Adour et la SAFER conviennent qu'une rencontre annuelle pourra être organisée afin d'étudier l'avancée des projets et, au besoin, d'ajuster les modes opératoires ou les objectifs poursuivis.

La présente convention prendra effet le jour de sa signature et se terminera dès sa dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par simple lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de **3 mois**, après régularisation des opérations en cours et **au plus tard (10 ans) .....**

### **Article 16 : DIFFICULTÉS D'APPLICATION**

Toute difficulté d'application de la présente convention fera l'objet d'un examen entre les parties afin de trouver une solution amiable.

A défaut, la partie la plus diligente saisira le Tribunal territorialement compétent, à savoir celui de la localisation des biens objets de la convention.

### **Article 17 : ÉLECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en leur siège respectif.

#### **Coordonnées de l'Institution Adour :**

38 rue Victor Hugo  
40025 Mont-de-Marsan Cedex

#### **Coordonnées de la SAFER Nouvelle-Aquitaine :**

Siège social : Les Coreix  
BP 2  
87 430 VERNEUIL-SUR-VIENNE  
Tél : 05 49 77 32 89

Service départemental : SAFER des Landes  
584 Av. du Corps Franc Pommies,  
40280 SAINT-PIERRE-DU-MONT  
Tel : 05 58 46 59 59

Fait à Verneuil sur Vienne, le

<b>Le Président de l'Institution Adour</b> Paul CARRERE	<b>Le Président Directeur Général de la SAFER Nouvelle-Aquitaine</b> M. Patrice COUTIN
--	---